

21/01/2013



APC
SEVRES

PREFET D'EURE ET LOIR

Cedric

un

Direction départementale de la
cohésion sociale et de la protection
des populations
Service Environnement Nature
15 place de la République - CS 70527
28019 CHARTRES
Tél. : 02.37.90.37.03
Fax : 02.37.35.18.12
Affaire suivie par Mme Claude SEMAIL

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

MODIFIANT LA LISTE DES MATERIAUX INERTES ACCEPTABLES POUR LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE EXPLOITEE PAR
LA SOCIETE CEMEX GRANULATS
SITUEE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BEAUVILLIERS
- N°ICPE : 2526

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2265 du 26 novembre 1997 autorisant la Société Les Calcaires de Beauce à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce sur le territoire de la commune de Beauvilliers aux lieux-dits « la Sablonnière », « le Bois des Places » et « la Folie » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 avril 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 relatif au transfert au profit de la Société Sablière et Entreprises MORILLON CORVOL, des autorisations accordées à la Société des Calcaires de Beauce pour l'exploitation d'une carrière et d'une installation de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Beauvilliers ;

Vu le courrier du 4 décembre 2006 par lequel l'exploitant informe Monsieur le Préfet qu'à compter du 1^{er} janvier 2007, le nouveau nom de son enseigne sera CEMEX GRANULATS ;

Vu la demande de modification de la liste des matériaux inertes acceptables pour la remise en état de la carrière susvisée déposée par la SA CEMEX GRANULATS par courrier du 28 mai 2010 complétée le 4 octobre 2012 ;

Vu le dossier joint à la demande susvisée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 15 novembre 2012 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation Carrière – du 19 décembre 2012 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 20 décembre 2012 à la connaissance du demandeur, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant les dispositions prises par l'exploitant pour limiter les impacts liés à la modification présentée ;

Considérant que les matériaux que l'exploitant souhaite accepter sur son site sont considérés comme des matériaux inertes au regard de la liste de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

Considérant que la modification présentée ne constitue pas une modification substantielle ;

Considérant que la modification présentée doit faire l'objet de prescriptions complémentaires en vertu de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La SA CEMEX GRANULATS - dont le siège social est situé 2 rue du Verseau Zone Silic 94150 Rungis - est tenue de respecter les dispositions suivantes modifiant l'arrêté préfectoral n°2265 du 26 novembre 1997 autorisant la poursuite de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce sur le territoire de la commune de Beauvilliers aux lieux-dits « la Sablonnière », « le Bois des Places » et « la Folie » ;

ARTICLE 2

Le cinquième alinéa de l'article 2.1.2.6 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1997 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

«A cette fin, les seuls matériaux de remblais autorisés sont constitués, d'une part, des stériles d'exploitation, et d'autre part, des déchets inertes extérieurs listés en annexe 1. Les apports extérieurs doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls déchets inertes.

Les déchets d'enrobés bitumeux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.»

Article 3 – APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

ARTICLE 4 – VOIE ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle cette décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté

autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 5 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre, au Maire de la commune de Beauvilliers.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 6 - SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, M le Maire de Beauvilliers, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à CHARTRES, le 21 JAN 2013

POUR COPIE CONFORME

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Blaise GOURTAY

Annexe 1 : liste des déchets inertes admissibles sur site

CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (Annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement)	CODE	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
15. Emballages et déchets d'emballage	15 01 07	Emballage en verre	
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Béton	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés.
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés.
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés.
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés.
17. Déchets de construction et de démolition.	17 02 02	Verre	
17. Déchets de construction et de démolition.	17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	En très faible quantité et uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron
17. Déchets de construction et de démolition.	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés.
19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets	19 12 05	Verre	
20. Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.